RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr
Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-109368

Département(s) de publication : **30**
Annonce n° **26-109368**

Section 1 - Acheteur

1.1 **Acheteur**

Nom officiel : Communauté de Communes du Piémont Cévenol

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 **Procédure**

Titre : Conception, élaboration et livraison de repas et collations en liaison froide pour les EAJE et les centres de loisirs de la Communauté de Communes du Piémont Cévenol

Description : L'alimentation des enfants joue un rôle majeur sur leur santé, leur croissance physique et leur développement intellectuel. Dans ce contexte, la restauration collective participe à leur bonne santé physique et morale, à leur éducation au goût, et à l'apprentissage de l'équilibre alimentaire. C'est pour-quoi elle revêt une grande importance pour l'acheteur public. Une prestation de haute qualité est donc attendue, notamment quant à la qualité sanitaire, nutritionnelle et organoleptique des produits proposés, à l'approvisionnement en circuit court et au respect des aliments de saisons.

Identifiant de la procédure : c0772686-1479-41ed-862f-1ea7889ff174

Identifiant interne : 2026-FCS-0668

Type de procédure : Ouverte

La procédure est accélérée : **non**

Principales caractéristiques de la procédure : Le présent marché est un marché de service passé sous la forme d'un accord cadre mono-attributaire à bons de commande alloti. La procédure de passation utilisée est celle de l'Appel d'Offres Ouvert Européen passée en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique dans le cadre d'un marché ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques.. Le présent marché de service est lancé pour une période de 12 mois à compter de la date de prise d'effet du 1er bon de commande propre à chaque lot. du présent accord cadre. Le délai d'exécution pour chaque bon de commande est mentionné à l'article 5.3 du CCAP. Le présent

accord cadre est reconductible tacitement 3 fois (chaque période de reconduction est de 12 mois) sans que le délai global ne puisse dépasser 4 ans. Paiement par mandat administratif. Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture. Application d'intérêts moratoires (BCE majoré de 8 points) et indemnité forfaitaire de 40 euro(s) pour frais de recouvrement. Aucune négociation n'est possible dans le cadre du présent appel d'offres ouvert, conformément aux articles L.2124 2, R.2124 2 et R.2161 2 à R.2161 5 du CCP. Les offres sont examinées en l'état. Seules des demandes de précisions non modificatives peuvent être formulées par l'acheteur.. Délai minimum de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres. Les coordonnées pour obtenir des renseignements complémentaires sont précisées à l'article 9 du règlement de la consultation. Les candidatures seront analysées sur la base des critères établis à l'article 5.1 du règlement de la consultation. Les offres des candidats seront analysées sur la base des critères de sélection des offres établis à l'article 8.2 du règlement de la consultation.

2.1.1 **Objet**

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 55523100 Services de restauration scolaire

Nomenclature supplémentaire (cpv): 55521200 Services de livraison de repas

2.1.2 **Lieu d'exécution**

Ville : Gard

Subdivision pays (NUTS) : Gard (FRJ12)

Pays : France

Informations complémentaires :
Les groupements d'entreprises conjoints ou solidaires sont admis. Le mandataire devra être dû
il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de can

2.1.3 **Valeur**

Valeur estimée hors TVA : 0 **Euro**

2.1.4 **Informations générales**

Si la procédure est annulée ou infructueuse, elle sera relancée

Informations complémentaires :
Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable gratuitement par les opérateurs é
achatpublic.
com. Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée sur la plate
achatpublic.
com. Les candidats doivent impérativement transmettre leurs documents au format de fichier
respectivement aux articles 5.1 et 8.2.

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.5 **Conditions du marché public**

Conditions de présentation :

Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre : 2

Conditions du marché :

Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés : 2

Section 5 - Lot

5.1 **Identifiant technique du lot** : LOT-0001

Titre : Lot 1 : Conception, élaboration et livraison des repas et collations pour les EAJE

Description : Conception, élaboration et livraison des repas et collations pour les EAJE. Le présent lot est sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel de 160 000 € HT.

Identifiant interne : 1

5.1.1 **Objet**

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 90500000 Services liés aux déchets et aux ordures

Nomenclature supplémentaire (cpv): 55523100 Services de restauration scolaire

5.1.2 **Lieu d'exécution**

Adresse postale : L'ensemble du territoire intercommunal

Ville : Gard

Code postal : 30260

Subdivision pays (NUTS) : Gard (FRJ12)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 **Durée estimée**

Autre durée : Inconnu

5.1.5 **Valeur**

Valeur estimée hors TVA : 0 **Euro**

5.1.6 **Informations générales**

Il s'agit d'un marché récurrent

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Non requises

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : **oui**

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME) : **oui**

5.1.11 **Documents de marché**

Adresse des documents de marché : https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_XdFg5wgZ2o

5.1.12 **Conditions du marché public**

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Autorisée

Adresse de présentation : https://www.achatpublic.com

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 02/12/2026 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 180 **Jour**

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés : Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : **non**

Le paiement en ligne sera utilisé : **non**

5.1.15 **Techniques**

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 **Informations complémentaires, médiation et réexamen**

Organisation chargée des procédures de médiation : Tribunal Administratif de Nîmes

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Nîmes

Informations relatives aux délais de recours : Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : - introduire, avant la signature du marché, un recours gracieux auprès de l'acheteur public contre la décision de rejet de leur candidature ou de leur offre ; - Un recours en référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat par la personne publique. A partir de la signature du contrat ce recours n'est plus ouvert. (Application des articles L. 551-1 et suivants et R.551-1 et suivants du Code de justice administrative). - Un recours en référé contractuel peut être introduit conformément aux dispositions de l'article L 551.13 du Code de justice administrative au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification mentionnées à l'alinéa qui précède, la juridiction peut être saisie jusqu'à

l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat. - Tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses est recevable à former devant le juge du contrat un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles. Ce recours doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. A partir de la conclusion du contrat, ces tiers auxquels ce recours est ouvert ne sont plus recevables à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables. (Conseil d'État, ass., 4 avril 2014, " Département de Tarn-et-Garonne ", n° 358994). - l'acheteur public, en matière de procédures formalisées, ne procédera à la signature du marché public avec l'attributaire qu'une fois le délai de "Stand Still" écoulé à compter de l'envoi de la lettre de rejet.

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal Administratif de Nîmes

5.1 **Identifiant technique du lot** : LOT-0002

Titre : Lot 2 : Conception, élaboration et livraison des repas pour les centres de loisirs

Description : Conception, élaboration et livraison des repas pour les centres de loisirs. Le présent lot est sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel de 145 000 € HT. Conformément aux articles L.2113-13, L.2113-14 et R.2113-7 du Code de la commande publique, le présent lot n°2 est réservé aux structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) relevant de l'article L.5132 4 du Code du travail.

Identifiant interne : 2

5.1.1 **Objet**

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 55523100 Services de restauration scolaire

5.1.2 **Lieu d'exécution**

Subdivision pays (NUTS) : Gard (FRJ12)

Pays : France

Informations complémentaires : Le présent lot s'exécutera sur l'ensemble du territoire intercommunal

5.1.3 **Durée estimée**

Autre durée : Inconnu

5.1.4 **Renouvellement**

Nombre maximal de renouvellements : 3

5.1.6 **Informations générales**

Il s'agit d'un marché récurrent

Participation réservée : La participation est réservée à des ateliers protégés et à des opérateurs économiques dont l'objet principal est l'intégration sociale et professionnelle de personnes handicapées ou défavorisées.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : **oui**

5.1.11 **Documents de marché**

Adresse des documents de marché : https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_XdFg5wgZ2o

5.1.12 **Conditions du marché public**

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : https://www.achatpublic.com

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 15/12/2026 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 180 **Jour**

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés : Oui

Facturation en ligne : Autorisée

La commande en ligne sera utilisée : **non**

Le paiement en ligne sera utilisé : **non**

5.1.15 **Techniques**

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 **Informations complémentaires, médiation et réexamen**

Organisation chargée des procédures de médiation : Tribunal Administratif de Nîmes

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Nîmes

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal Administratif de Nîmes

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Communauté de Communes du Piémont Cévenol

Numéro d'enregistrement : 20003441100013

Adresse postale : 13 bis, rue du Docteur Rocheblave

Ville : Quissac

Code postal : 30260

Subdivision pays (NUTS) : Gard (FRJ12)

Pays : France

Adresse électronique : marches-publics@piemont-cevenol.fr

Téléphone : 0466930612

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_XdFg5wgZ2o

Profil de l'acheteur : https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/index.jsp

Rôles de cette organisation :

Acheteur

8.1 ORG-0004

Nom officiel : Tribunal Administratif de Nîmes

Numéro d'enregistrement : 13000192800014

Adresse postale : 16 Avenue Feuchères

Ville : Nîmes

Code postal : 30000

Subdivision pays (NUTS) : Gard (FRJ12)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-nimes@juradm.fr

Téléphone : 0466273700

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Organisation chargée des procédures de médiation

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 4c7c2152-bc41-40e3-82cf-67d5e1a17cdc - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 10/11/2026 à 14:35

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

Date d'envoi du présent avis à la publication : 10/11/2026